

SCÈNE POLITIQUE

L'opposition occupe le terrain

A aucun moment depuis 1999, le pouvoir ne s'est retrouvé aussi isolé sur le front intérieur. L'engagement, tardif, il faut le dire, du chantier de la révision constitutionnelle, n'a pas manqué de lui en fournir la preuve. Etat de quasi-soliloque, tant il est réduit au partage avec ses seules clientèles.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - L'élection présidentielle du 17 avril a poussé, de par les conditions de son organisation et des résultats dont elle a officiellement accouché, à des ruptures jusque-là inattendues entre le pouvoir et l'opposition.

La relance des consultations autour de la révision constitutionnelle n'aura pas constitué, le fait est là, le

viatique par lequel le pouvoir aurait assurément souhaité sortir de son isolement. Dans sa large majorité, l'opposition politique a décliné son invitation aux consultations. Le directeur de cabinet de la présidence de la République, Ahmed Ouyahia, auquel est confiée la mission de mener les dites consultations, est assuré, à une semaine de l'entame des tours de table, que les forces agissantes de

l'opposition manqueraient à l'appel. Ces dernières ont, d'ailleurs, enfoncé d'autres perspectives, comme celle de travailler à asseoir les conditions d'une transition démocratique.

En effet, c'est cet objectif qui anime les deux entités politiques, la Coordination nationale pour la transition et les libertés démocratiques (CNTLD) et le Pôle du changement. Ces deux conglomerats politiques, qui transcendent les chapelles et les obédiences idéologiques, se sont rendus maîtres de l'initiative politique et travaillent à structurer des espaces de concertation les plus à même de servir de creuset à la fécondation de l'idée de l'évacuation des système et régime politique en

place. Mais aussi à configurer des nouveaux rapports de force pour parvenir à imposer le changement pacifique.

La Coordination nationale pour la transition et les libertés démocratiques est auteure d'une plate-forme politique qui sera soumise à discussion lors d'une conférence nationale prévue le 10 juin prochain à Alger.

Le Pôle du changement, coordonné par l'ancien chef du gouvernement Ali Benflis, est auteur, lui aussi, d'une initiative politique similaire qu'il compte soumettre au peuple une fois peaufinée. Les deux initiatives, aujourd'hui distinctes mais qui pourraient converger à l'avenir, sont les deux seules significatives que la

scène politique consigne pour le moment. Elles sont nées de la même idée de pousser vers le départ un système obsolète qui, pour se pérenniser, n'a pas hésité à reconduire à la magistrature suprême, et pour un quatrième mandat de suite, un homme impotent. En agissant de la sorte, le système s'est enfermé davantage dans l'impasse politique.

Contreproductive, la reconduction de Bouteflika s'est en effet soldée par l'isolement du pouvoir. Un isolement qui rend difficiles les consensus nécessaires pour la gouvernance. L'autisme et l'entêtement risquent en l'espèce de s'avérer une erreur fatale.

S. A. I.

LE PÔLE DES FORCES DU CHANGEMENT DÉNONCE :

«Le régime en place s'emploie à faire passer en force son initiative»

Les membres du Pôle des forces du changement prévoient un nouveau passage en force du pouvoir pour imposer le projet d'amendement de la Constitution. Le PFC n'a pas encore décidé s'il participerait à la Conférence pour la transition démocratique qu'organise la Coordination nationale pour la transition démocratique le 10 juin à Alger.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les leaders des formations du Pôle des forces du changement ne croient pas au caractère «consensuel» de la démarche du pouvoir du régime pour amender la loi fondamentale.

Lors d'une conférence de presse animée hier, Ali Benflis, Djahid Younsi, Nourredine Bahbouh, Tahar Benbaïbech et Djamel Benabdesselam ont une nouvelle fois critiqué le projet de la présidence. Coordinateur de ce regroupement, Ali Benflis prédit un passage en force de Abdelaziz Bouteflika pour imposer «sa Constitution». «Mon premier pronostic est que le régime en place a acquis une solide expertise dans le passage en force. En conséquence, il s'emploiera à faire passer en force son initiative avec l'appui des forces politiques et sociales qui gravitent dans son orbite. Il aura ainsi sa Constitution mais elle ne sera pas celle de la République. Ce faisant, il prendra la responsabilité de la division au sujet de la Loi suprême de la République qui se doit d'être, par essence, consensuelle et rassembleuse. Cette initia-

tive constitutionnelle et la manière avec laquelle elle finira par être imposée agiront comme un facteur d'exacerbation et non d'apaisement de la crise actuelle», a-t-il souligné dans une déclaration liminaire.

L'ex-candidat à l'élection présidentielle estime que ce nouveau coup de force de Bouteflika devrait déclencher un «processus politique global de règlement de la crise». «Avec le temps, l'imposition de cette révision constitutionnelle apparaîtra comme une victoire à la Pyrrhus pour le régime en place. Celui-ci pourra crier victoire après son adoption. Mais l'euphorie passée et les limites de cette initiative atteintes, l'ouverture d'un processus politique global de règlement de la crise actuelle n'en deviendra que plus urgent et plus impératif».

Pour sa part, Djahid Younsi a indiqué que les partis politiques ne devaient surtout pas cautionner la démarche des consultations qu'est chargé de mener Ahmed Ouyahia. «Depuis l'ouverture politique, au début des années 1990, le pouvoir n'a jamais accepté le

principe de la démocratie. Il a toujours considéré les partis de l'opposition comme de simples accessoires», a souligné le président du Mouvement El Islah. Selon lui, la création de pôles politiques constitue une étape importante dans le renforcement de l'opposition. Reste maintenant à savoir si ces pôles peuvent entretenir des liens pour mener des actions communes. A ce titre, les membres du PFC n'ont toujours pas décidé s'ils participeront ou pas à la Conférence pour la transition démocratique que prévoit d'organiser le 10 juin la Coordination nationale pour la transition démocratique. «Nous avons des contacts réguliers avec la Coordination. La question de notre participation à cette conférence fait l'objet d'un débat mais elle n'a pas encore été tranchée», a déclaré Ali Benflis. Ce dernier a, par ailleurs, confirmé le retrait de partis politiques du Pôle des forces du changement. «Des formations politiques m'ont soutenu durant la campagne électorale des présidentielles. Je tiens à les en remercier. Actuellement, ces formations ont choisi de prendre une autre position», a-t-il dit sans citer les noms des leaders de ces formations. Il s'avère, en effet, que Naïma Salhi du Parti de l'équité et de la proclamation, Youcef Hamidi du Parti national algérien et Amar Bouacha du Mouvement El Infitah aient accepté de participer au processus de consultations



Photo : Samir Sid

Benflis veut imposer un changement pacifique..

avec le pouvoir. Interrogé sur la création de son parti politique, Ali Benflis a indiqué que le dossier administratif est actuellement en phase d'élaboration et qu'il sera déposé au ministère de l'Intérieur au courant du mois de juin.

Le candidat a également réitéré son engagement à rendre public, «dans les prochaines semaines», le livre blanc sur la fraude électorale.

T. H.

PROJET DE RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

Le MSP décline l'offre de concertations

Le MSP ne prendra pas part aux consultations sur la révision constitutionnelle. Une position qui coulait de source et que le président du Mouvement a davantage explicitée.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Abdelrezak Mokri, qui animait hier dimanche une conférence de presse, a d'emblée tenu à dire que cette option a été entérinée par le bureau national du mouvement lors de sa dernière réunion tenue la veille.

Cette précision faite, il se lancera aussitôt dans l'argumentaire ayant prévalu dans cette prise de position, affirmant que «le parti a pris part à tous les processus de dialogue et à des initiatives lancées jusqu'ici, ce qui lui a permis d'engranger une expérience avérée».

Une expérience qui fait ressortir, notamment, un manque manifeste, voire l'absence de toute volonté politique du pouvoir dû à une indigence tout aussi criante en matière de culture démocratique, quant à engager un dialogue sincère et responsable pas de la nature de celui dont est chargé Ahmed Ouyahia. Pour Mokri, ce projet de révision constitutionnelle ne diffère en rien des similaires initiatives politiques engagées par le passé de par, précisera-t-il, «l'approche, le pro-

cédé et la méthode encore une fois adoptés par le pouvoir pour ce projet». «Le pouvoir a d'une manière unilatérale fixé l'ordre du jour et les étapes à suivre en voulant imposer aux autres sa propre feuille de route», dira-t-il encore, estimant que la crise du pays est loin de résider dans les textes. «Ceux qui existent, pour peu qu'ils soient appliqués, la situation du pays aurait été beaucoup meilleure que ce qui prévaut actuellement», affirmera le président du MSP qui, rappellera-t-il, et la séparation des pouvoirs et la liberté d'association, et celle de la presse, et des élections libres et transparentes sont bien transcrites dans la Constitution actuelle». Mais, selon lui, la réalité est tout autre en ce sens que «tout contredit les faits», situant le problème du pays dans l'absence de culture démocratique.

A propos de l'invitation de son prédécesseur à la tête du mouvement, Aboudjerja Soltani, président du Mouvement, Aboudjerja Soltani, Mokri tiendra à préciser que la déci-



Photo : Newpress

Mokri dénonce la méthode adoptée par le pouvoir.

sion de refus de ces concertations prise par le bureau national «concerne tous les cadres et militants du mouvement». Que chacun prenne ses responsabilités», dira encore

Mokri, non sans préciser avoir pris connaissance de cette invitation «par voie de presse».

Ceci pour la forme car, le patron du MSP a aussi trouvé des raisons suffisantes à décliner cette offre de dialogue dans le fond du projet. «Les principales propositions émises par le mouvement dans le cadre des consultations pilotées par Abdelkader Bensalah en 2011 n'ont pas été retenues dans la mouture rendue publique.» Et de citer en exemples qui font unanimité et consensus parmi la classe politique, comme cette revendication d'un gouvernement issu de la majorité parlementaire, ou celle liée à la nature du système. Mokri se permettra même une dérision en affirmant que notre système politique est inédit avec un Président qui n'a de comptes à rendre à personne. «Un parti a beau avoir même la totalité des sièges à l'APN, il risque de voir la chefferie de l'Exécutif lui échapper», dira encore le président du MSP qui citera la parité hommes-femmes dans les assemblées élues retenue dans la mouture et que pas un parti n'a avancée. Pour Mokri, cette dernière mesure est un gage de bonne volonté à l'endroit de pays étrangers «chez qui cette même

règle n'est pas appliquée». Et le pouvoir a beau claironner à la bonne santé du pays, mais il se trahit lui-même, selon Mokri, citant le programme du gouvernement.

Un programme presque copie conforme des précédents avec les mêmes engagements, les mêmes perspectives mais plus grave encore, des décisions graves. Dont celle relative à l'exploitation du gaz de schiste prise, selon lui, «de manière unilatérale sans consultations préalables» car il s'agit, poursuivra-t-il, d'une «option économique lourde».

Mokri citera en exemple l'Assemblée française qui a refusé en 2011 l'exploitation du gaz de schiste, se permettant, encore une fois, une dérision, estimant que «dans ces pays, les opinions publiques sont respectées». Et le président du MSP de relever que cette même France qui s'interdit d'exploiter le gaz de schiste chez elle a vu des sociétés à elle chargées de ce projet en Algérie, non sans s'interroger sur l'absence d'investissements dans les énergies renouvelables ces 15 dernières années, avec beaucoup moins de soucis financiers et environnementaux, notamment, fera-t-il remarquer.

M. K.